

Politiques sociales et intervention sociale- TRS 1020 groupe 40

Plan de cours

UQÀM, École de travail social, Automne 2017

Professeure
Courriel
Salle de cours
Horaire

Marie-Noëlle Ducharme
ducharme.marie-noelle@uqam.ca
à venir
Jeudi, 9h30 à 12h30

Sommaire

1. Descriptif du cours	2
Objectif général.....	2
Objectifs spécifiques	2
2. Thématiques abordées.....	3
3. Méthodologie d'enseignement.....	4
4. Contenus et activités	5
5. Évaluations	6
6. Sources documentaires et lectures obligatoires.....	8

1.Descriptif du cours

Étude des principales politiques sociales en vigueur au Québec et au Canada, couplée à une vision historique de leur évolution et de l'État-providence, ainsi qu'à l'utilisation de certains concepts d'analyse. Les politiques sociales constituent un vaste champ d'investigation et ce cours étudie les plus importantes. Les mesures sociales monétaires et de services sont examinées. On pense à l'assurance-emploi et à la sécurité du revenu, à la santé et aux services sociaux, aux politiques sociales concernant les familles, le logement social, les personnes handicapées. Ce cours permettra à l'étudiant d'acquérir des connaissances de base sur ces politiques et d'en examiner les impacts sur l'intervention sociale.

Objectif général

Se familiariser avec les principales politiques et les législations sociales au Québec et au Canada, ainsi que leurs contextes d'émergence. Comprendre les conceptions économiques, politiques et sociales à la base de l'organisation des systèmes de sécurité sociale. Comprendre les institutions et processus politiques et sociaux qui influencent l'élaboration et la mise en œuvre des politiques sociales.

Objectifs spécifiques

- Savoir identifier et caractériser les principales politiques et législations dans le domaine social et socio-sanitaire au Québec ;
- S'initier aux concepts économiques, politiques qui sous-tendent l'analyse, la compréhension et l'évolution des politiques sociales ;
- Comprendre l'évolution des grandes étapes des politiques sociales depuis la deuxième guerre mondiale ainsi que leur renouvellement en contexte de crise de l'État providence ;
- Situer les modèles de protection sociale canadien et québécois parmi les différents modèles d'État-Providence ;
- Connaître les juridictions fédérales et provinciales en matière de politiques sociales ainsi que leur dynamiques et conflits ;
- Permettre aux étudiantes de s'approprier une méthode d'analyse critique des politiques sociales ;
- Permettre aux étudiantes d'établir les liens entre les politiques sociales et la pratique de l'intervention sociale.

2. Thématiques abordées

Identification et développement des principales politiques sociales, des législations sociales, des chartes des droits, des programmes et services sociaux. Principales réformes dans l'organisation des services sociaux et transformations de l'État. Modèles d'analyse des politiques publiques, enjeux actuels et éléments d'analyse critiques.

Éléments théorique, historique et cadres
Protection sociale; politiques sociales; politiques publiques; État-Providence
Origine et développement des États-providence
Différents régimes d'État-providence
Principales lois et dispositifs des droits sociaux (chartes des droits, constitution)
Juridictions et dynamiques fédérale et provinciale
Rapports de force, acteurs, institutions, leurs positions et leurs intérêts

Politiques sociales particulières
Sécurité du revenu (Assurance emploi ; aide et insertion sociale; accidents de travail; retraite)
Système de Santé et de services sociaux
Soutien à domicile/personnes handicapées
Logement social
Politique familiale
Lutte à la pauvreté
Action communautaire autonome
Chiens de garde des politiques sociales (Vérificateur général, Protecteur du citoyen)

3. Méthodologie d'enseignement

Le cours s'organise autour de différentes activités : des exposés magistraux, des exercices individuels ou d'équipe, des discussions, des vidéos et des conférenciers invités. Les étudiantes seront aussi sollicitées à formuler des questions et à enrichir les connaissances du groupe avec les leurs. Les documents utiles au cours sont disponibles sur la plate-forme Moodle. À chaque séance, une feuille de route spécifie le déroulement du cours à venir, les lectures obligatoires ainsi que les autres lectures, vidéos et sites suggérés. Lire les suggestions de lecture afin de nourrir la discussion en classe. Pour les besoins des séances, l'étudiante sera parfois invitée à imprimer certains documents déposés sur Moodle. Certains documents photocopiés seront remis en classe par la professeure. Assurez-vous de consulter régulièrement vos messages courriel sur cette plateforme. La professeure est disponible par courriel ou sur rendez-vous les jeudis PM au local 4420, 4^{ième} étage de l'école de travail social.

Situation de handicap et mesures d'accommodement.

Les étudiants, étudiantes ayant une déficience visuelle, auditive ou motrice, un trouble d'apprentissage ou de l'attention, un trouble envahissant du développement ou de santé mentale qui ont une lettre *d'Attestation des mesures d'accommodements académiques* obtenue auprès d'un conseiller de l'Accueil et soutien aux étudiants en situation de handicap (ASESH) doivent rencontrer leur professeur au début de la session afin que des mesures d'accommodement en classe ou lors des évaluations puissent être mises en place. Ceux, celles qui n'ont pas cette lettre doivent contacter l'ASESH au 514-987-3148 ou se présenter au local J-M870 le plus tôt possible.

4. Contenus et activités

Dates séances	Thèmes abordés	Lectures obligatoires	Évaluations	
1	7 sept.	Introduction au cours, présentations; notions de base	- Dumais (2012), L'État et les politiques sociales...pp. 369-378	
2	14 sept.	Origine et développement des États- providence	- Rosanvallon (1981), pp.143-151	
3	21 sept.	Les régimes d'État-providence	- Groulx (2005) Comparaisons internationales, pp. 72-81 - SSQ, bulletin lois sociales, pp.1-6-7-8	Test de lecture en équipe en classe
4	28 sept.	Régimes de soutien au revenu	- Campeau (2001) Introduction - Groulx (2009), La restructuration récente...pp. 14-19	
5	5 oct.	Le système de santé et de services sociaux	- MSSS (2016), Le système SSS en bref - Conseil de la santé et du bien-être (2016) Rapport d'appréciation	
6	12 oct.	Les dynamiques et juridictions fédérale/provinciale	- Noël, Alain (2007) Gouverner à plusieurs, pp. 17-27	
7	19 oct.	La politique familiale	- Godbout st-Cerny, 55-68	Examen mi- session en classe
8	26 oct.	Semaine de lecture		
9	2 nov.	Le logement social	- Divay, Séguin, Sénécal (2005), pp. 13-37	
10	9 nov.	Les personnes handicapées	- Fougeyrollas (2010), Le fil, le funambule...	
11	16 nov.	La politique de soutien à domicile	- À déterminer	Test de lecture individuel en classe
12	23 nov.	Économie sociale; action communautaire autonome	- Lachapelle (2007), Repenser l'État..	
13	30 nov.	Lutte à la pauvreté	- Noël Alain (2011) une lutte inégale...	exercice
14	7 déc.	La transformation de l'État- providence	- Jetté et al. (2002), Économie sociale ...23-38 - Dumais (2012), pp. 380-382	
15	14 déc.	Vérificateur général; Protecteur du citoyen; régime de protection des personnes majeures		Essai maison

5. Évaluations

Date remise étudiantEs	Mode d'évaluation	Pondération
21 sept.	Test de lecture en classe en équipe	10 %
19 octo.	Examen de mi-session en classe	35 %
16 nov.	Résumé de lecture, maison, individuel	10 %
30 nov.	Exercice en classe	5 %
14 déc.	Essai-maison (date remise 22 déc. minuit)	40 %

100 %

Éléments importants d'évaluation

- Les contenus des lectures obligatoires, des *power point* et des exercices en classe sont sujets à évaluation. Jusqu'à 10 % de la note concernant les travaux écrits sera consacré à la qualité de la langue française (orthographe, grammaire, syntaxe).
- Toute reprise d'examen est une mesure exceptionnelle et doit obligatoirement faire l'objet de l'approbation préalable du directeur de module ou du responsable de programme, sur présentation d'un billet médical ou d'une justification écrite déposée au secrétariat du module.
- La mention **E (échec) dans une des composantes** d'évaluation peut venir moduler la note finale. C'est pourquoi il faut **prendre rendez-vous avec la professeure** dans ce cas.
- Tout retard dans les travaux ou absence aux examens sans motif majeur (maladie ou décès, avec pièce justificative) ne peut justifier de délai ou de reprise.
- La grille de notation et de conversion (lettres - pourcentages) est sur le site de l'École : <http://www.travauxsocial.uqam.ca/Profil/etudiant.aspx>

A- A+ : excellent en tout (R) Pensée rigoureuse, *raisonnement* cohérent sur la matière (C) Suivi complet des directives, utilisation nuancée de la documentation, pas/peu d'erreurs de *contenu*, *profondeur*, originalité (F) Pas/peu de fautes, style fluide, présentation très claire.

B- B+ : très bien (répond à une grande partie des exigences)

C- C+ : bien (répond en partie aux exigences, plutôt inégal, rédaction moins soignée)

D+ : passable (peu d'éléments de réponse, manque de compréhension, contradictions)

E : échec (R) Mal structuré, plutôt confus (C) Contenu très insuffisant ou erroné, ne suit pas les directives, passe à côté de la question (F) Français boiteux.

Consultation des travaux et examens corrigés. Durant le trimestre elle se fera en classe. Après le trimestre, elle se fera sur rendez-vous ou en joignant une photocopie dans une enveloppe timbrée.

Règlement no 18 sur les infractions de nature académique / plagiat

Tout acte de plagiat, fraude, copiage, tricherie ou falsification de document commis par une étudiante, un étudiant, de même que toute participation à ces actes ou tentative de les commettre, à l'occasion d'un examen ou d'un travail constituent une infraction au sens du règlement no 18. Pour plus d'information sur les infractions, comment les prévenir et les sanctions : <http://r18.uqam.ca>

À titre indicatif, la liste des infractions inclut : la substitution de personnes ; l'utilisation totale ou partielle du texte d'autrui sans indication de référence ; la transmission d'un travail qui a déjà été transmis pour fins d'évaluation académique; l'utilisation pendant un examen de la copie d'une autre personne ; l'obtention de toute aide non autorisée, collective ou individuelle.

Politique 16 sur le harcèlement

Le harcèlement sexuel est un comportement à connotation sexuelle unilatéral et non désiré ayant pour effet de compromettre le droit à des conditions de travail et d'études justes et raisonnables ou le droit à la dignité. La Politique 16 identifie divers comportements de ce type. Pour plus d'information :

http://www.instances.uqam.ca/ReglementsPolitiquesDocuments/Documents/Politique_no_16.pdf

Pour rencontrer une personne ou faire un signalement, contacter le Bureau d'intervention et de prévention en matière de harcèlement : 514-987-3000 # 0886 ou <http://www.harcelement.uqam.ca>

Politique 23 d'évaluation des enseignements

L'université prévoit que les étudiants, étudiantes puissent faire une évaluation de l'enseignement dispensé durant la session au moyen d'un questionnaire (imprimé ou en ligne), à remplir la 12 ou 13e semaine.

6. Sources documentaires et lectures obligatoires

Lectures obligatoires

- Campeau, George (2001), *De l'assurance-chômage à l'assurance-emploi*, Québec, Boréal,
- Commissaire de la Santé et du bien-être (2016). *Entendre la voix citoyenne pour améliorer l'offre de soins et services*, Québec, version vulgarisée, 50 p.
- Dumais, Lucie (2012), « L'État et les politiques sociales : dispositifs de protection, solidarités et autres mutations » dans Tremblay, Pierre P. (dir.): *L'administration contemporaine de l'État : une perspective canadienne et québécoise*, Montréal, Presses de l'Université du Québec.
- Fougeyrollas, Patrick (2010), *Le fil, le funambule et la toile*, Québec, Presses de l'Université Laval.
- Godbout Luc et St-Cerny Suzanne (dirs) (2008). *Le Québec, un paradis pour les familles ? Regard sur la famille et la fiscalité*. Québec. Les Presses de l'Université Laval.
- Groulx, Lionel-Henri, (2009) « La restructuration récente des politiques sociales au Canada et au Québec : éléments d'analyse », *Labour/Le Travail*, 63 (Printemps 2009), 14-19
- Groulx, Lionel-Henri (2005) *Revenu minimum garanti. Comparaison internationale, analyses et débats, Québec*, PUQ, pp. 74-81
- Jetté, Christian et al. (2002). « La crise et la transformation de l'État-providence, chap. I.5 », *Économie sociale et transformation de l'État-providence*, Ste-Foy, PUQ, 23-38
- Lachapelle, René (2007) « Renouveler l'État social : les enjeux de l'action communautaire au Québec », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 19, n° 2, p. 176-181.
- Noël, Alain (2011), « Une lutte inégale contre la pauvreté et l'exclusion sociale », dans (dir. M. Fahmy) *L'État du Québec*, Montréal, Boréal, pp.103-110.
- Noël, Alain, (2007), « Gouverner à plusieurs. La protection sociale au Canada et au Québec », *Informations sociales* 2007/7 (n° 143), p. 17-27
- Rosanvallon, Pierre. (1981). *La crise de l'État providence*. Paris. Points. 185 p.
- SSQ (2017), *Bulletin sur les lois sociales 2017*.

Sources complémentaires

- Archambeault, Léonie (2013), *Politiques sociales en matière de handicap au Québec : quelques enjeux et tendances actuelles*, Conseil des canadiens avec déficiences, Ottawa.
- Bernard, Paul et S. Saint-Arnaud (2004). « Du pareil au même ? : la position des quatre principales provinces canadiennes dans l'univers des régimes providentiels », *Cahiers canadiens de sociologie*, volume 29, no 2, printemps 2004 ».
- Bouchard, Marie J. et Marcellin Hudon. (2008). *Se loger autrement au Québec. Le mouvement de l'habitat communautaire, un acteur du développement social et économique*. Montréal. Éditions Saint-Martin. 232 pages.
- Fréchet, G., Lechaume, A., Legris, R., et Savard, F. (2014). *La pauvreté, les inégalités et l'exclusion sociale: État de situation 2013*. Québec: Gouvernement du Québec.
- Groulx, Lionel-Henri, (2009) « La restructuration récente des politiques sociales au Canada et au Québec : éléments d'analyse », *Labour/Le Travail*, 63 (Printemps), 14-19
- Groulx, Lionel-Henri. (2005). *Revenu minimum garanti. Comparaison internationale, analyses et débats*, Québec. Presses de l'Université du Québec 360 pages.
- Guest, Dennis (1995). *L'histoire de la sécurité sociale au Canada*. Québec. Boréal-Compact. 475 pages.
- Jetté, Christian (2008). *Les organismes communautaires et la transformation de l'État-providence. Québec*. Presses de l'Université du Québec. 414 p.
- Merrien, François-Xavier (1997). *L'État-providence*. Puf. Que sais-je ? 126 pages.
- Paquin, Stéphane et Pier-Luc Lévesque (2014) *Social-démocratie 2.0. Le Québec comparé aux pays scandinaves*, Montréal, Les presses de l'Université de Montréal.
- Rosanvallon. Pierre. (1995). *La nouvelle question sociale. Repenser l'État-providence*, Paris, Seuil, 223 p.
- Trattner, W.I. (1999). *From Poor Law to Welfare State. A History of Social Welfare in America*. New York : Free Press.
- Vaillancourt, Yves (2016 à paraître), *Marge de manœuvre des acteurs locaux de politiques sociales en contexte d'austérité*, Montréal, CRISES-UQAM.
- Ulysse, Pierre-Joseph et Frederic Lesemann (2004). *Citoyenneté et pauvreté. Politiques, pratiques et stratégies d'intervention en emploi et de lutte contre la pauvreté*, Presses de l'Université du Québec, 307 p.

Documents gouvernementaux & associatifs

- BOUCHER, J.- Émile (1963). *Rapport du Comité d'étude sur l'assistance publique* (connu sous le nom de Rapport Boucher), Québec, Gouvernement du Québec, 230 p.
- CASTONGUAY, Claude et Gérard NEPVEU (1967 à 1972). *Rapport de la Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social*, vol. I à VII, Gouvernement du Québec. Vol I (1967): *L'assurance-maladie*, Vol V (1971): *La sécurité du revenu*, Vol VI (1972): *Les services sociaux*.
- CLAIR, Michel *et al.* (2000). *Les solutions émergentes. Rapport et recommandations*, Rapport de la Commission d'étude sur les services de santé et les services sociaux, Gouvernement du Québec, décembre 2000, 411 p.
- FORUM NATIONAL SUR LA SANTE. (1997). *La santé au Canada: un héritage à faire fructifier*, Ottawa, Santé Canada, Vol. I: Rapport final, 36 p. & Vol. II: Rapports de synthèse et documents de référence (http://www.hc-sc.gc.ca/francais/soins/forum_sante/publications/finvol2/index.html)
- GOUVERNEMENT DU CANADA (1973). *Document de travail sur la sécurité sociale au Canada*, [Document souvent appelé "Livre orange"], Ottawa, Gouvernement du Canada, 57 p.
- GOUVERNEMENT DU QUEBEC (1992). *La politique de la santé et du bien-être*, Québec, 191 p.
- GOUVERNEMENT DU QUEBEC (2001). *L'action communautaire une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*, Québec, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, 59 p.
- MARSH, L.C. (1943). *La sécurité sociale au Canada*, Edmond Cloutier, Ottawa.
- MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITE et MIN. DE L'EDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT (2007). *Le pacte pour l'emploi*, Québec, 31 p.
- OFFICE DES PERSONNES HANDICAPEES DU QUEBEC (2009). *À part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité. Politique gouvernementale pour accroître la participation sociale des personnes handicapées*, Drummondville, 69 p.
- ROCHON, Jean (1988). *Rapport de la Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux*, [connu sous le nom de Rapport Rochon], Québec, Les Publications du Québec.
- Société canadienne d'hypothèques et de logement (2015) *L'observateur du logement au Canada*, Ottawa, 312 p.